

royaliste

BI-MENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

CIBLE

Capitalisme

Le monde développé ressemble à un gigantesque casino. Sur toutes les places, on spéculé à tout va, et les moyens télématiques viennent encore accélérer la circulation de l'argent. A la dénonciation catholique puis marxiste du pouvoir de l'argent, a succédé une frénésie boursicotière généralisée. Wall Street et le Palais Brongniart sont à la mode chez les particuliers, et les entreprises préfèrent y faire fructifier leurs capitaux plutôt que d'investir.

Mais voici qu'on s'inquiète. La spéculation financière est nuisible à l'économie, la hausse perpétuelle n'est pas garantie et plusieurs alertes, à Paris et à New York, montrent combien le marché est fragile: trop de gros actionnaires étrangers, qui peuvent se retirer tout à coup; trop de nouveaux venus, attirés par les privatisations, qui risquent de prendre peur.

Le pire n'est pas certain, mais il peut arriver et les petits épargnants seront les premiers à trinquer. Le capitalisme, tant vanté ces dernières années, demeure un système sans morale, aussi séduisant que pervers.

Majorité

Le trouble Le Pen



Islam

Entretien avec Paul Balta

(p. 6-7)

Mémoire

L'affaire Barbie

(p. 3)

M 2242 - 472 - 10,00 F



3792242010004 04720

Méprise ?

Exocet

E rreur des pilotes ou machiavélisme de la diplomatie de Saddam Hussein l'attaque d'un bateau de guerre américain dans le golfe persique par la chasse irakienne secoue l'indifférence de l'opinion publique des Etats-Unis pour un des conflits les plus meurtriers de l'histoire mondiale, et des plus dangereux pour la paix du monde. Au moment où le scandale de l'«Irangate» provoquait une classique velléité d'isolationnisme, la remise en cause de leurs approvisionnements en matières premières rappelleront-ils les Américains à leur responsabilité de première puissance économique et militaire mondiale ? Le président Reagan a aussitôt promis une réappréciation globale de l'action de son pays dans la région. C'est bien entendu l'espoir du monde arabe qui ne voit pas d'issue militaire ou négociée possible tant que l'Irak et l'Irak resteront seuls en lice. Et c'est sans doute ce qu'il faut souhaiter tant il est vrai qu'une situation de guerre qui n'évolue pas risque de se terminer en défaveur des pays qui n'ont pas de politique à long terme, c'est-à-dire les démocraties occidentales, et singulièrement les Etats-Unis.

Tourisme

Oublier Venise

L'économie mondiale va (de plus en plus) mal. Aussi, de conférences en sommets, les hommes politiques et les experts se précipitent-ils à son chevet. Mais souvent, pour ne pas dire toujours, les résultats ne sont pas à la hauteur des espérances.

A insi en a-t-il été de la dernière conférence ministérielle de l'OCDE qui s'est tenue à Paris les 12 et 13 mai dernier.

Après le discours d'ouverture de François Mitterrand, on était en droit d'attendre, sinon des résultats immédiats, du moins des résolutions qui engageraient les 24 représentants pour l'avenir. Partant d'une analyse de la situation actuelle où «les déséquilibres excessifs, déficits ou excédents, engendrent l'incertitude sur les marchés, et (où) cette incertitude jointe à l'ampleur et à la volonté des transactions financières, augmente l'instabilité mondiale», le président de la République a préconisé pour les pays en voie de développement, un accroissement massif des aides, «un traitement spécifique de la dette, ainsi que l'ouverture des marchés des pays riches aux exportations du tiers mondes», et pour les pays industrialisés, l'adoption de «moyens significatifs pour lutter contre la

spéculation monétaire et maintenir les principales monnaies dans des zones de références». Idée chère à la France s'il en est.

Les contours avaient donc été tracés de façon suffisamment précise pour que les travaux débouchent sur quelque chose de concret. Au lieu de cela, le rapport final est un étalage de bonnes résolutions qui vont du respect des accords du Louvre à la suppression effective des barrières douanières (ce qui plus d'un mois après l'adoption par les Etats-Unis de mesures de rétorsion à l'égard du Japon semble on ne peut plus hypocrite), en passant par la réduction des déficits budgétaires et la suppression progressive des subventions à l'industrie. Quant au tiers monde il n'en a apparemment pas été question.

Il ne ressort de cette conférence qu'un seul point positif: la volonté affichée de

réduire les subventions à l'agriculture. Mais aucun engagement n'a été pris concernant l'élaboration d'un calendrier ou les modalités. En tout état de cause, cette décision aura eu pour conséquence principale de déblayer le terrain pour le prochain sommet des sept pays les plus industrialisés, qui se tiendra à Venise du 7 au 10 juin prochain. En effet, fort de cet accord de principe sur la politique agricole, les exigences des Etats-Unis ont sinon disparu, du moins se sont estompées. Ce qui leur permettra malgré les réticences de la France qui a toujours voulu que les sommets n'évoquent que des sujets économiques, d'aborder outre les problèmes monétaires - mais que dire de plus, qui n'ait été dit au Louvre en février ? - les propositions de Gorbatchev sur le désarmement.

Une fois de plus dans une conférence internationale, la France est rentrée dans le rang et s'est rendue à son corps défendant, complice des Etats-Unis. Dans ces conditions compte tenu aussi du fait que les Européens sont divisés à propos de l'option zéro, on peut se demander s'il est souhaitable d'aller à Venise.

Patrice LE ROUE

royaliste

SOMMAIRE : p.2: Oublier Venise - p.3: Pour mémoire - Presse parallèle - p.4: En route vers le néant - p.5: Berlin, île flottante - p.6-7: Entretien avec Paul Balta - p.8: L'échappée belle - Trop simple donc faux - p.9: L'Europe, vers quel destin ? - p.10: Mille livres pour le millénaire - p.11: les royalistes sur minitel - p.12: La pause est terminée

REDACTION - ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs 75001 Paris
Tel. : (1)42.97.42.57
Directeur de la pub. : Yvan AUMONT
Comm.Parit. 51700 -ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (55 F), 6 mois (105 F), un an (180 F), de soutien (300 F)*

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Barbie

Pour mémoire...

A l'heure où Klaus Barbie se présentait pour la première fois devant ses juges, j'étais à Oradour-sur-Glane.

Il pleuvait - le village-martyr, dont la piété a maintenu les ruines, hurlait d'horreur silencieuse: les murs contre lesquels les hommes furent fusillés, le puits devenu tombe, les granges incendiées où se tordent encore les cadavres rouillés d'autos et de machines en mémoire des corps vivants qui s'y consumèrent, l'église enfin, l'église dont la porte se referma sur les femmes et leurs enfants... l'église fournaise et brasier. Et, seul resté debout, le signe d'inconcevable misère et rédemption d'un Christ flagellé, au front percé d'épines, et dont le corps de fonte paraissait sous la pluie rougeoyer de feu et de sang...

A l'heure où Klaus Barbie promenait sur l'assistance un regard curieux, presque ironique, je n'étais pas seul à Oradour. Un homme, la soixantaine, marchait. A dix pas en avant de sa famille, très lentement; et sa femme, sa fille, son gendre peut-être, le suivaient sans parler. Dehors, une seule autre voiture: la leur, immatriculée noir sur blanc: Deutschland.

A l'heure où Klaus Barbie paraissait dans son box, à l'heure où le regard vif de Klaus Barbie rencontrait celui de l'unique rescapé d'Izieu... un ancien soldat, ancien nazi peut-être, traversait pas à pas les ruines d'Oradour. Les ruines hurlantes, ruisselantes d'horreur, criantes de compassion, d'Oradour. Et m'est venu soudain le mot: pardon.

Car il y a le pardon, et il y a la justice. Oradour, de toutes ses pierres, crie justice. Mais, pour ceux qui y viennent, pour ceux qui s'en souviennent, quelque chose descend sur eux, comme cette pluie qui nous trempait, une ablution d'en



■ Affiche de propagande antisémite à Paris, en 1943

haut. La suprême justice: la possibilité - inespérée, gratuite ! - du pardon.

Mais Lyon, à l'heure où Klaus Barbie tirait sur ses vieux genoux la couverture et s'accou-dait, Lyon ne trouvait - et ne trouve pas - de perspective à sa justice. Car celui qui est accusé ne se souvient pas, ne se repend pas. Et il est soutenu en pensée par tous ceux qui, en France même, ne veulent ni se souvenir, ni se repentir.

Et c'est pourquoi le procès de Lyon est désespérant, terrifiant et nécessaire.

Désespérant, ce signe que la monstruosité nazie et particulièrement la «solution finale» du problème juif n'ont pas encore été universellement jugées pour ce qu'elles sont. Et qu'aucune prescription ne vaut. On croyait la page tournée. Elle demeure.

Terrifiant, que ce venin n'ait pas cessé d'infecter, sous des

formes diverses, les plaies du globe, et que des tortionnaires de fait ou de consentement osent retourner l'accusation contre leurs victimes. La menace des révélations d'un gestapiste contre des patriotes français paraît assez crédible pour qu'on s'en fasse l'écho, et qu'on les attende... barbie médiatisé (son absence a réduit d'un coup de 400 à 60 le nombre des journalistes présents !) deviendrait pour un peu l'arbitre entre les résistants !

Nécessaire, pour ces raisons-mêmes, le procès qui ranime les gestes révolus, les rend présents, sensibles, et fournit une dernière chance à ceux qui n'ont pas voulu - ou qui n'étaient pas là pour - voir l'horreur en face, de s'en dégager à tout jamais.

Mais notre confusion certaine, la gêne que nous avons à voir ce vieillard (Altmann: «vieil homme») tiré de sa retraite pour répondre du jeune fonctionnaire du Reich qui fourguait à la mort des êtres désarmés, ne témoigne pas en faveur de notre conscience commune.

Cessons de nous bloquer sur les clivage passés. Dans quelque milieu social, politique, religieux que l'on soit né, aujourd'hui comme hier, il n'y a, face au mépris de l'homme, qu'une attitude désirable: la résistance. Ce n'est pas un parti, c'est une éthique.

Le cimetière de Picpus, les charniers vendéens, le mur des fédérés, Charonne, ne tiennent pas d'autre discours à nos mémoires.

Et ceux qui vont fleurir la statue de Jeanne d'Arc en cortège chaque mois de mai, blasphément et l'héroïne nationale et la sainte s'ils ne s'inclinent pas du même élan devant l'immense charnier de l'holocauste.

Luc de GOUSTINE

Les rois qui ont fait le Vietnam

La fête nationale choisie par le gouvernement de Hanoï commémore l'insurrection communiste de 1945. Les organisations vietnamiennes de résistance ne pouvant se reconnaître dans une telle date, on eu l'idée de choisir une fête qui puisse réellement rassembler tous les Vietnamiens. Le choix, annoncé par le bulletin de mai du Conseil National de la Résistance du Front Uni de Libération du Vietnam *, est celui de la «commémoration des rois Hung Vuong, fondateurs de la nation vietnamienne (10ème jour du 3ème mois lunaire)». (...) «La référence à cet «âge d'or» représente un pas décisif de la nation vietnamienne dans la recherche de son authenticité, et exprime la détermination commune des Vietnamiens de retrouver leur Identité nationale et de jeter les bases d'une future société libre, juste, humaniste, pluraliste et prospère». Ce bulletin comporte des informations politique, économiques et militaires sur le Vietnam et la résistance intérieure.

* «L'Espérance», BP 131 - 92164 Antony Cedex, abt: 100 F à l'ordre de COSFUL.

Plurielle

Après plus d'un an d'interruption, la revue «Plurielle», renaît de ses cendres. Avec comme objectif inchangé de «participer activement à l'élaboration d'une société nouvelle capable d'intégrer toutes les particularités culturelles», elle donne largement la parole aux écrivains, romanciers, artistes, intellectuels, issus de la population immigrée récente. «Plurielle» se veut une revue de création interculturelle et cette initiative est en elle-même très intéressante.

«Plurielle», 303 Faubourg Reclus, 73000 Chambéry. Le numéro: 20 F, abonnement pour un an: 100 F.

Groupuscule

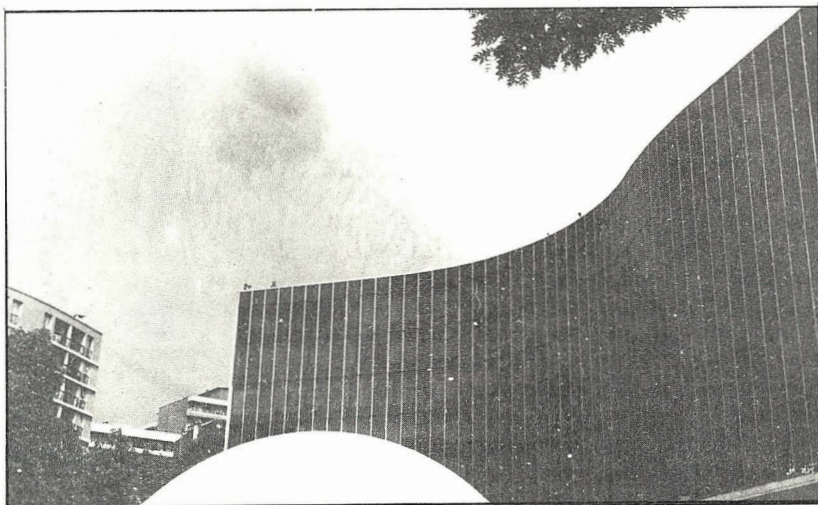
En route vers le néant

La candidature d'André Lajoinie évite à Marchais d'être sur scène le soir de la catastrophe.

Faut-il parler d'effondrement, d'inéluctable déclin, d'agonie ? Tous ces mots peuvent qualifier la situation désespérée du Parti communiste. Le temps n'est pas si loin où le marxisme était qualifié d'horizon indépassable, où LE parti était un monument incontournable, et où ceux qui annonçaient son déclin étaient dénoncés comme alliés objectifs du bolchevisme. Ce déclin, très rapide pour un mouvement aussi puissant et aussi riche, est fascinant à observer dans la succession parfaitement rigoureuse de ses étapes.

plus ou moins discrets puis dissidence massive. Et, par-dessus tout, un secrétaire général qui n'est manifestement pas de taille à affronter ces immenses difficultés.

Georges Marchais a d'excellentes raisons de ne pas être candidat. Il n'aura pas à commenter un effondrement électoral que tous les sondages annoncent, et il démontrera à ses camarades que, sans lui, les choses vont en empirant. Ce sont là des calculs de vaincus, des arguments dictés par le désespoir. De fait, la situation est irrattrapable. André La-



Faillite du modèle de référence après la mort de Staline, dont le Parti ne s'est jamais remis. Décalage croissant entre le discours communiste et la réalité politique et sociale. Divorce avec la jeunesse en 1968 et disparition progressive de son assise sociologique par suite de la crise économique. Piège de la participation au gouvernement socialiste, sans que le départ des ministres communistes marque un quelconque redressement de la tendance. Baisse constante de l'audience électorale, départs

joinie n'a ni le talent ni la popularité d'un Jacques Duclos et sa candidature à toutes les chances de provoquer celle d'un dissident, qui sera vraisemblablement Pierre Juquin. Ce dernier, s'il décide effectivement de se présenter, pourrait obtenir un résultat qui ne serait pas négligeable. D'un pas tranquille, Lajoinie s'achemine vers le néant électoral et politique. Quant au néant de la pensée, il y a longtemps que la place du Colonel Fabien y a sombré.

Sylvie FERNOY

Berlin

La célébration d'un prétendu 750ème anniversaire de Berlin, ne fait qu'attirer un peu plus l'attention sur cette capitale déchirée, que les propositions soviétiques de dénucléarisation désignent à nouveau comme le centre de toutes les contradictions et de toutes les subtilités de l'affrontement Est-Ouest en Europe.

Rappel irrespectueux ? Le 750ème anniversaire de Berlin célébré à partir du 30 avril, ne signifie pas que Berlin date de... 1237. L'anniversaire ne date en réalité que de... 1937 lorsqu'il était apparu opportun à la propagande nazie. En 1987 quelle est l'opportunité ? L'Histoire n'est jamais gratuite; aujourd'hui moins que jamais si l'on en croit le vif débat qui s'est instauré outre-Rhin à ce sujet (1). Un récent sondage révèle que 44% des Allemands de l'Ouest pensent qu'il faut « prendre en compte le passé nazi », 54% sont pour « laisser le passé dans l'oubli ». En l'occurrence, le coup de l'anniversaire vient de l'Est, avide de commémorations nationales après Luther, Frédéric II, etc. Les délicats problèmes de protocole qu'il soulève sont l'occasion de remettre en cause le statut de la ville, pomme de discorde entre la RFA et ses alliés, puissances administrantes. Pour les Allemands, Berlin n'est qu'un aspect des relations inter-allemandes. Pour les Occidentaux et pour Moscou, c'est un élément de l'Est-Ouest.

Erich Honecker n'est pas venu à Berlin-Ouest pour la fête d'inauguration du 30 avril parce que, sur la tribune, von Weizsacker, le président de la RFA aurait siégé au centre, ayant Honecker à sa gauche et le bourgmestre-régnant de Berlin-Ouest à sa droite. Or l'Est considère que Berlin-Ouest est une entité à part entière en vertu de la fiction des trois Etats allemands. Le bourgmestre doit donc être au centre. Nul doute que le 23 octobre,

lorsque la RDA organisera, elle, sa fête de Berlin, ce bourgmestre - si son invitation n'avait pas été annulée sous la pression des soviétiques - aurait été placé selon son rang pour l'Est. Querelles lilliputiennes vues d'ici, qui rappellent celles des petites cours qui composaient le Saint-Empire romain-germanique mais, comme elles, ô combien significatives !

Où est Berlin ? En Allemagne ou en Occident ? Personne ne voudrait avoir à choisir. Mais s'il fallait choisir ? Berlin n'a pas connu de problème d'identité sous la guerre froide jusqu'à l'accord quadripartite de 1972. La montée des enjeux atomiques, la querelle des euro-missiles, ont, elles, ignoré Berlin. Les pacifistes de l'appel de Berlin en 1982 pouvaient en conclure qu'il n'y aurait plus en Europe qu'une sorte de guerre: la guerre atomique. Berlin devait s'inventer une nouvelle raison d'être uniquement tirée d'elle-même. Ce tournant a coïncidé avec un changement de majorité politique: la C.D.U. a enlevé ce vieux bastion social-démocrate, en 1981. Le premier maire CDU fut l'actuel président de la RFA, von Weizsacker. Le second, depuis 1985, Diepgen, est le premier maire berlinois de souche depuis quarante ans ! Berlin avait commencé à se dépeupler (2). Les habitants de plus de 65 ans représentent plus de 20% de la population. La ville ne vivait que des subventions de la RFA. Un programme de développement axé sur des industries de

Symbole

: une île flottante



pointe a été lancé, premier levier d'une nouvelle auto-dépendance qui passe par une reprise en mains des affaires de Berlin par les Berlinoises. Le second levier serait une sorte de «normalisation» des relations inter-allemandes à Berlin. Les habitants de la ville n'auraient plus à émigrer en RFA pour se sentir «normaux» chez eux. Cela suppose une révision de l'attitude des puissances administrantes (France, Grande-Bretagne et Etats-Unis).

Mais voilà où surgit la contradiction: ceci survient au même moment où la RFA espère reprendre son «Ost-Politik» et est prête à accepter la «dénucléarisation» de l'Europe centrale. Un nouveau sondage est venu confirmer ce que l'on savait d'une Allemagne plus que réticente à célébrer le trentième anniversaire du traité de Rome. Seuls 11% des Allemands de l'Ouest considèrent que «la construction européenne» a été un avantage pour la R.F.A.; 36% considèrent qu'au contraire elle a été un inconvénient.

Inconvénient pour faire quoi ? On ne précise pas. Pour dominer tout à fait l'Europe économiquement ? Ou pour résoudre la question allemande en nouant des liens avec l'Est ? En tout cas, il a suffi des «propositions» Gorbatchev pour que le ministre allemand des Affaires étrangères ne pense plus qu'à suivre les traces de ses deux maîtres: Bismarck et Stresemann.

O r la nouvelle politique Gorbatchev met la R.D.A. en porte-à-faux et est elle-même gênée par le problème allemand, pour ce qui la concerne, c'est-à-dire au seul plan tactique où elle se situe. Deux contradictions peuvent être relevées à cet égard. Avec Honecker, le désarmement s'entendait pour un «couloir» au centre de l'Europe, prélude à un rapprochement politique des deux Allemagnes. Moscou ne peut ignorer que tel est le vœu d'une majorité de l'opinion en R.D.A., même au sein du parti communiste. Mais il sait aussi que, sous cette forme, l'Alliance

atlantique ne peut que s'en inquiéter. Honecker gêne donc les propositions d'une «dénucléarisation» totale du continent (3). Moscou ne saurait par ailleurs accepter une forme de rapprochement politique qui déstabiliserait la R.D.A. Le refus opposé à Honecker de visiter la RFA il y a trois ans, puis aujourd'hui de se rendre à



Berlin, après avoir laissé planer le doute jusqu'au dernier moment, indique les limites de ce genre d'exercice pour Honecker. De surcroît, un n° 2 «orthodoxe» est-allemand est là pour veiller au grain. Autre contradiction: au plan intérieur, la R.D.A. est la plus réservée à l'encontre de la «Pestroïka» de Gorbatchev et fait figure de statue du Commandeur dans le camp socialiste.

Nulle surprise que Gorbatchev veuille éviter Berlin-Est et ait récemment proclamé Prague le centre géographique du continent européen, vocation à laquelle prétend Berlin. Le Tchèque est en plus un meilleur relai pour la question du désarmement.

Pourtant, comment ne pas penser que l'Allemagne continue d'être le réel objectif stratégique ? La «dénucléarisation», qu'elle soit globale ou limitée, ne peut que redonner à Berlin-Ouest son sentiment ancien de vulnérabilité physique. Déjà la question des voies

d'accès, des moyens de communication, retrouve une nouvelle actualité: revanche du conventionnel sur le nucléaire ! Berlin redevient l'«île flottante» (4), la dernière enclave d'un monde dans un autre. Si Berlin n'est pas la pierre de touche de l'ancrage de la R.F.A. dans l'Europe occidentale, qu'est-ce qu'elle est ? La «capitale de la nation allemande» répond le bourgmestre régnant qui pense déjà la «capitale de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural». Ce n'est certes pas à cette «Europe de l'Atlantique à l'Oural» là que rêvait le général de Gaulle.

O n s'aperçoit ici que le dialogue franco-soviétique n'est pas et n'a jamais été l'alternative au dialogue franco-allemand; mais que c'est le dialogue inter-allemand qui prend la place quand le dialogue franco-soviétique perd de sa substance et que le dialogue franco-allemand ne tarde pas à suivre ce recul. Les Américains regardent à l'Ouest, les Allemands à l'Est. Tous deux ne regardent qu'eux-mêmes. Rien n'est plus aisé pour les Soviétiques que de traiter avec qui regarde ailleurs.

Le test d'une véritable volonté politique de l'U.R.S.S. sur le fond en Europe n'est pas dans un accord de désarmement soviéto-américain mais dans un accord entre Moscou, Londres et Paris, accord politique qui doit préluder et non suivre un éventuel accord de désarmement.

Yves LA MARCK

(1) Un musée de l'Histoire allemande doit être inauguré au cours de ces festivités. Le premier, paraît-il.

(2) Et continuera: peut-être 1,7 million en l'an 2000 au lieu de 2 millions aujourd'hui.

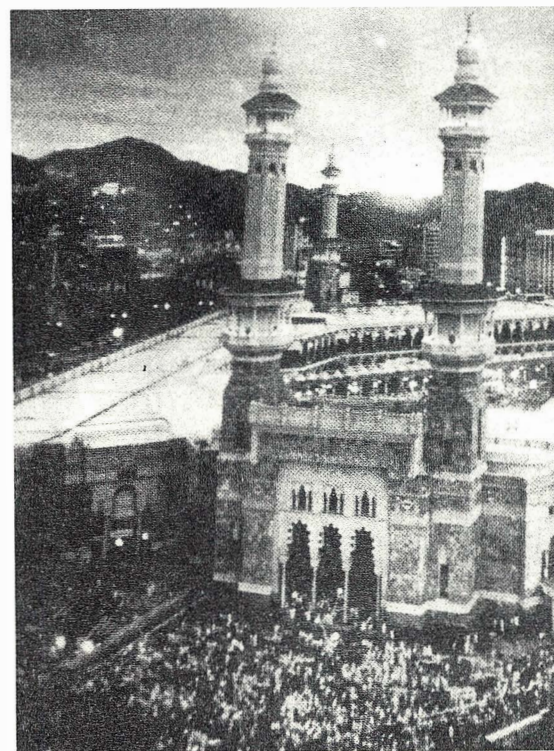
(3) La réunion du Pacte de Varsovie à Berlin-Est devrait être l'occasion de «réajustements» des discours.

(4) Ce titre est inspiré des «voyages de Gulliver» de Swift, rappelé par le film «Laputa» où l'intrigue se passe à Berlin.

Entretien avec Paul Balta

Faut-il craindre l'intégrisme

La révolution iranienne, la situation au Proche-Orient, la montée de l'intégrisme musulman ont mis la religion islamique en vedette. Quelle est donc cette religion dont on nous affirme parfois qu'elle est un obstacle fondamental à l'insertion des immigrés en France ? Doit-on la craindre ? Quels liens existent-ils entre terrorisme et intégrisme ? Toutes ces questions sont fondamentales et c'est pourquoi nous avons demandé à Paul BALTA d'y répondre. Spécialiste du monde arabe et musulman, Paul Balta a vécu vingt ans au Proche-Orient avant de faire de nombreux séjours au Maghreb, auteur de nombreux ouvrages sur le sujet, responsable de la rubrique Maghreb du « Monde », il dirige actuellement un séminaire de politique étrangère consacré au monde arabe et à l'Islam.



Royaliste: On a souvent tendance à considérer l'Islam comme un bloc monolithique et immuable...

Paul Balta: Dans mon livre, j'ai voulu montrer, de façon à échapper aux schémas réducteurs que donne trop souvent la presse, qu'il y avait une grande diversité de l'Islam. En général, en Europe, quand on parle de l'Islam, on pense au monde arabe (à cause de l'histoire et de la géopolitique), au mieux on pense aux Turcs et aux Iraniens qui ne sont pas arabes, mais en réalité, il y a une grande multiplicité de régions, de peuples et d'histoires souvent très différentes. Il y a un grand nombre de schismes en Islam et si la doctrine est une, les rites sont très nombreux. Dans les pays de grande civilisation comme l'Égypte, l'Iran ou le Maroc, on sent ressurgir par-delà l'Islam, des rites issus de traditions héritées d'une histoire vieille de plusieurs millénaires.

L'Islam offre donc non seulement une grande diversité dans l'espace, mais aussi dans le temps. On a un peu trop tendance à le prendre comme un tout qui n'a pas évolué. Or, depuis le 7^{ème} siècle, l'Islam a connu des périodes de grandeur et de déclin. Il y a eu des périodes de rigueurs, mais il y a eu aussi des périodes de grande

tolérance et d'ouverture. Dans le passé la terre d'Islam a souvent été une terre d'accueil, notamment pour les juifs après la reconquête espagnole. A cette époque il y a eu une grande symbiose en Andalousie entre les cultures juive, chrétienne et musulmane. Par ailleurs, la connaissance européenne n'aurait pas pris la coloration qu'elle a prise sans l'apport considérable de la civilisation islamique.

Royaliste: Mais aujourd'hui, l'Occident craint la montée de l'intégrisme islamique, iranien et arabe essentiellement.

Paul Balta: En montrant cette diversité j'ai aussi voulu insister sur quelques vérités premières: tous les musulmans ne sont pas arabes et tous les Arabes ne sont pas musulmans. Pour préciser les choses, il y a environ un milliard de musulmans et 160 millions d'Arabes dont 10 à 12% sont chrétiens. Les chiites quant à eux ne représentent que 10 à 12% de l'ensemble de la communauté musulmane, soit 110 millions. En analysant ces chiffres il ressort que, même si le phénomène intégriste, doit faire réfléchir, il ne faut pas tomber dans l'excès qui consisterait à voir dans chaque musulman un intégriste en puissance. S'il y avait un milliard de terroristes et un mil-

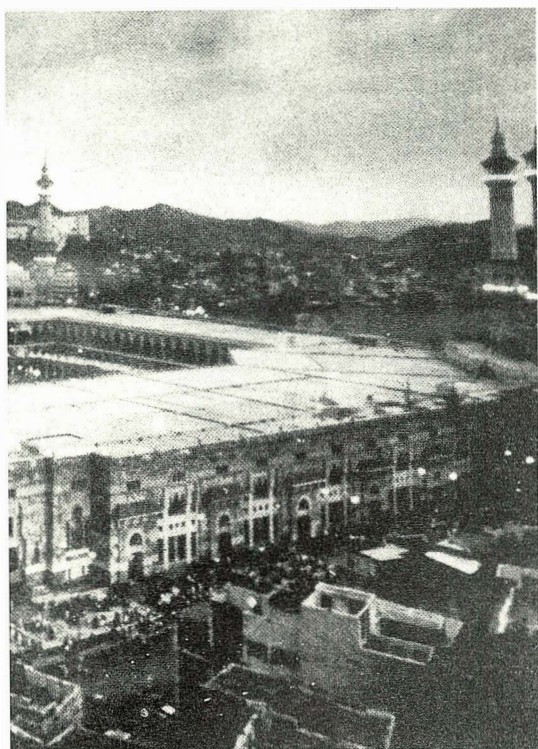
liard d'intégristes, on le saurait ! Ne cédon pas à la peur devant un phénomène qui reste minoritaire et qui s'explique - même s'il ne se justifie pas - dans un certain contexte.

Royaliste: Quels liens peut-on faire entre intégrisme et terrorisme ?

Paul Balta: Il faut éviter les amalgames et ne pas mettre sur le compte de la religion tous les maux, ne pas lui attribuer des phénomènes d'ordres purement stratégique, politique ou social. Certes il y eut la secte des hashashins qui venaient d'Iran et qui étaient spécialisés dans l'assassinat politique... Il est vrai qu'il y a des constantes dans toutes les civilisations... Mais les causes du terrorisme actuel sont plus immédiates. Pour ce qui concerne les Palestiniens, victimes d'un premier exode en 1948 au moment de la création de l'État d'Israël, vivant depuis lors, pour beaucoup d'entre eux, en camps de réfugiés, ayant subi et subissant encore toutes les violences, et n'ayant aucune solution politique en vue, le terrorisme est d'abord l'arme des faibles. Sans lui donner aucune justification on peut constater que ce terrorisme est dans la logique des choses.

En revanche le terrorisme pratiqué à

sme islamique ?



Trinité, dans la religion catholique, est légèrement complexe et il apparaît, pour les musulmans, comme relevant un peu du polythéisme... C'est aussi une religion communautaire, porteuse de valeurs que le christianisme n'incarne plus aujourd'hui. C'est aussi une religion réaliste qui ne demande pas à l'homme l'impossible: ni couvents, ni célibat des prêtres. L'homme doit vivre en société, se marier, procréer, le plaisir est également une donnée prise en compte par l'Islam...

Le paradoxe est que cette religion nous paraît inadaptée au monde moderne, voire un obstacle au progrès. Pourtant, selon un universitaire syrien, 1/8 des versets du Coran prône la recherche de la science, de la vérité. Un verset du Coran ne dit-il pas que l'encre du savant vaut mieux que le sang du martyr ?

Royaliste: Comment expliquez-vous le déclin de ce monde islamique qui, du 7ème au 12ème siècle et au-delà, avait été à la pointe de la connaissance dans les mathématiques, en astronomie, en géographie, en médecine ?

Paul Balta: Les causes sont évidemment multiples, mais je reprendrais volontiers à mon compte la thèse selon laquelle la décision du calife El Kader de définir une orthodoxie amorçe le processus du déclin. Il faut situer: l'Islam est en pleine effervescence, les philosophes et les penseurs sont très remuants et irritent le pouvoir politique et religieux qui lui-même est en porte-à-faux puisque, en Islam, la religion est une affaire entre l'homme et Dieu et

mais aussi, au niveau individuel ou familial, surtout dans un monde où la famille est l'élément fondamental, la tentation naturelle est de se replier sur le religieux, seule valeur sûre. D'autant plus que la défaite face à Israël, qui a ébranlé le monde arabe, a été présentée par les religieux comme un châtime de Dieu. L'Eglise catholique française, en 1870, n'a-t-elle pas eu le même genre de réaction ? Et les intégristes de l'Islam ont utilisé tous ces déchirements pour prendre le pouvoir. Aussi, partant de là, on peut se demander si les religieux utilisaient l'Islam pour prendre le pouvoir.

Royaliste: Une fois au pouvoir quel est le projet de société des dirigeants islamiques ?

Paul Balta: Il reste flou. Ils disent qu'il y a le Coran. Puis, quand on les pousse un peu plus loin, ils disent: « Nous nous inspirons de l'exemple de Mahomet à Médine ». Mais Médine était une petite société de quelques centaines de milliers d'habitants. Pour gérer une société moderne, le Coran, s'il apporte des orientations, ne donne pas de réponses. Les mouvements activistes n'ont pas de projet précis et, à Téhéran, on peut dire que la guerre a évité au régime en place d'être confronté à cette question et lui a permis d'occulter les questions économiques et de société.

Royaliste: La civilisation européenne moderne s'est construite largement sur les bases du christianisme. Est-ce qu'à partir de l'Islam, on peut aboutir à quelque chose de comparable ?

Paul Balta: C'est le pari d'un certain nombre d'intellectuels arabes pour qui les mouvements de type nationaliste, modernistes (Nasser, parti BAAS), ont trop été calqués sur le monde occidental, et qui pensent que c'est à travers l'Islam que les choses se feront.

Or il y a beaucoup à faire dans un monde arabe qui va doubler sa population dans les vingt ans à venir. Et cette évolution des sociétés arabes dépendra aussi un peu de nous. En tout cas nous ne pouvons pas nous en désintéresser et il vaut mieux voir derrière chaque musulman un moderniste en puissance, plutôt qu'un intégriste, si nous voulons être positifs et efficaces.

un modernisme en puissance ?

que le Coran ne prévoit pas d'intermédiaire. Mais un corps de religieux s'est créé, légifère, dit ce qu'il faut penser. L'effort de recherche personnel diminue et l'esprit critique se tarit. Les philosophes, les savants sont suspectés, voire poursuivis et condamnés. Et, aujourd'hui, cet Islam qui fait peur, est devenu très faible sur le plan scientifique...

Royaliste: Pourquoi les tentatives de moderniser le monde arabe échouent-elles ?

Paul Balta: Face à l'évolution rapide, trop rapide de la société déchirée par des mutations successives au niveau global

propos recueillis
par Nicolas PALUMBO

l'instigation de l'Iran n'a pas la même signification puisque l'Iran de Khomeiny estime nécessaire, pour retrouver son identité et s'affirmer, de déclarer la guerre à l'Occident. Marie Seurat a eu cette expression significative selon laquelle « la prise d'otages est la bombe atomique des pauvres ». Or j'ai été frappé de voir qu'un ayatollah, à Téhéran, avait repris la formule à son compte. Le terrorisme y est le moyen de s'affirmer sur la scène internationale.

Royaliste : Dans le cas de l'Iran, le terrorisme est bien d'essence religieuse... N'a-t-on pas raison de craindre les progrès de l'Islam ?

Paul Balta: Il y a un paradoxe. Outre la question du terrorisme, l'Islam est une religion qui fait peur parce qu'elle progresse plus que les autres dans le tiers monde et que le tiers monde inquiète, mais aussi parce qu'elle progresse par des conversions en Europe et en Amérique. Or ces progrès sont peut-être dûs au fait qu'elle est bien adaptée aux hommes modernes. C'est par exemple une religion simple, dont le monothéisme est très pur. Il n'y a de Dieu que Dieu et Mahomet est son prophète. Le mystère de la Sainte

Sérail

L'échappée belle

Toujours attirantes, les grandes écoles ne tiennent plus leurs promesses. L'échappée belle s'est transformée en une fuite angoissée.

Point n'est besoin d'avoir « fait » l'ENA, HEC, Normale Sup ou Polytechnique pour être passionné par le livre que Jean-Michel Gaillard a consacré au système des grandes écoles (1). Le connaître permet de mieux comprendre notre société, dans ses visées et dans ses impasses, dans son mouvement et dans ses blocages. Le réformer, faute de pouvoir l'abolir, permettrait d'éviter un énorme gâchis de talents et d'espérances. Mais ce serait aussi porter atteinte à un mythe, troubler un imaginaire, provoquer des groupes de pression.

Pourquoi tout ce trac ? Alors que l'Université se débat dans une crise profonde qui engendre une agitation endémique et spectaculaire, les grandes écoles font peu parler d'elles - sinon en bien : efficacité de la formation donnée, prestige de ceux qui en sont issus, elles seraient les creusets des élites politiques, universitaires et techniciennes dont la nation a besoin.

Longtemps, il est vrai, les grandes écoles ont rempli le rôle qui leur était dévolu. La République avait besoin de savants, d'ingénieurs, de professeurs que Polytechnique, et les écoles normales supérieures, puis l'ENA et HEC lui ont donnés. Et le système de formation d'une caste privilégiée, conçu dans la méfiance à l'égard de l'Université, s'inscrivait parfaitement dans la logique démocratique-égalitaire qui implique la compétition et la sélection par le mérite. Cette aristocratie du savoir demeure aujourd'hui enviée et dénoncée, crainte et vénérée.

Las ! L'analyse classique des avantages et des inconvénients

de notre système de formation des élites est devenue caduque. Depuis une vingtaine d'années, les grandes écoles remplissent peu et mal leur fonction, tandis que le mécanisme méritocratique s'effondre. Le savoir qu'elles dispensent est trop général et trop abstrait pour constituer une introduction effective à la vie professionnelle, les titres et les diplômes obtenus ne garantissent plus le statut et les emplois espérés. Aussi l'itinéraire de l'étudiant ressemble-t-il à une fuite en avant, jalonnée d'examens et de concours, qui ne sont que la préface à d'autres modes de compétition : concours d'entrée à Polytechnique ou à Normale, lutte pour sortir dans le meilleur rang, tandis que certains ajoutent à leur première grande école une scolarité à l'ENA. En outre, chacun tente d'échapper à la fonction qui lui est théoriquement assignée : le polytechnicien évite d'être ingénieur, le normalien professeur et l'énarque, à peine entré à la Cour des Comptes ou au Conseil d'Etat, s'efforce d'entrer dans un cabinet ministériel. Dans cette hallucinante course d'obstacles, il y a beaucoup de perdants qui deviennent des aigris, et une immense déperdition d'énergie qui porte préjudice à la société tout entière.

Pour pallier les conséquences néfastes de ce système, Jean-Michel Gaillard propose un ensemble cohérent de mesures judicieuses. Il est urgent d'y réfléchir si nous voulons éviter que l'avenir du pays soit compromis par la malformation de ses élites.

B.LA RICHARDAIS

(1) J.M. Gaillard, *Tu seras Président*, mon fils. Ramsay 1987, prix franco: 108 F

Instruction civique

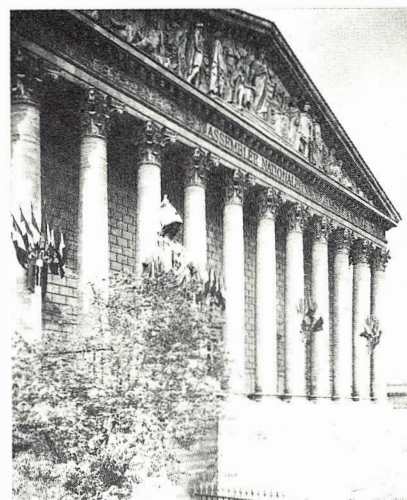
Trop simple, donc faux !

Pour favoriser la « nouvelle éducation civique », le Secrétariat général de l'Assemblée Nationale édite, à l'intention des enseignants et des élèves une brochure de 48 pages.

L'essentiel de nos institutions et de leur fonctionnement y est exposé avec une clarté instructive, et rafraîchissante. On peut imaginer que ce document, relayé par une pédagogie vivante et nourrie d'exemples d'actualité, contribuera à restaurer l'intérêt pour la chose politique et le sens critique éclairé qu'exige l'exercice de la citoyenneté.

On peut aussi, hélas, s'étonner de lire dans les préliminaires historiques concernant la naissance de la République, un paragraphe entier qui fait fi de la recherche historique contemporaine. Peut-on en effet encore affirmer que les Etats Généraux de 89 aient été convoqués par le roi dans le seul but de résoudre la crise financière ? L'urgence de cette raison ne peut plus camoufler l'immense programme de réformes engagées et projetées par le pouvoir royal, l'adhésion populaire à ce programme, ni les oppositions de caste ou d'intérêt auxquelles il se heurtait.

Est-il vrai que seul le tiers-état ait « demandé des réformes importantes » ? Est-il historiquement exact de l'opposer par là au clergé et à la noblesse qui « restent fidèles à l'Ancien Régime » ? Ce simplisme ne fait rien pour restituer la formidable complexité des motivations et des blocages qui conduisirent le Tiers à revendiquer à lui-seul la représentation nationale. C'est enfin anticiper dangereusement sur la rupture révolutionnaire anti-monarchique, qui ne se révéla dans sa nouveauté absolue, qu'avec la déchéance du roi en 1792.



On regrettera, en somme, que les auteurs, qui traitent avec une pudeur extrême de la période vichyssoise, reconduisent pour 1789 une analyse politique aussi dépassée.

Mais il leur reste jusqu'au bicentenaire deux ans de réflexion pour rendre au Royaume jusqu'en 92 la responsabilité de son histoire, et situer le mythe fondateur de la République dans son contexte : celui d'une rénovation audacieusement lancée, et tragiquement avortée.

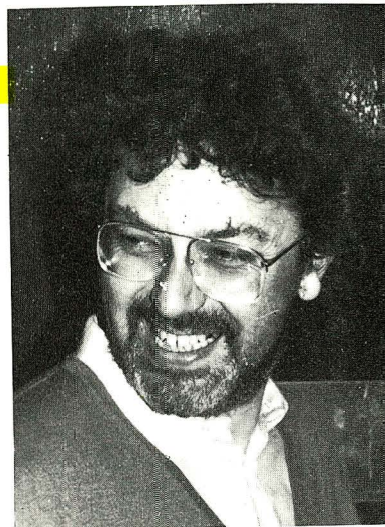
L.G.

Ouvrage rédigé par Joël Bodin et Anne-Pascale Dicque et réalisé par le Centre d'Information Educative, 143, rue de Saussure 75017 Paris. Gratuitement diffusé par le secrétariat général de l'Assemblée Nationale.

Les royalistes sur minitel ?
(voir page 11)

L'Europe, vers quel destin ?

Gérard Leclerc



« **L'**Europe, continent peu individualisé, séparé de l'Afrique par le détroit de Gibraltar et soudé à l'Asie par les plaines russes, où les monts Oural le coupent du monde asiatique: 10.519.793 km² ». Cette définition, prise au hasard dans le premier dictionnaire à portée de la main est, par son imprécision même, significative de la difficulté d'enfermer ce continent dans des bornes précises. L'Oural est-il une frontière, comme sembla le suggérer un jour Charles de Gaulle dans une formule fameuse ? Mais c'est alors faire bon marché de la dimension asiatique de la Russie qui, déjà sous les tsars obligeait à penser l'Europe au-delà d'elle-même. L'actualité récente nous rend notre ébauche de communauté européenne aussi problématique. La Turquie frappe à nos portes. L'ancien empire ottoman revendiquant sa place après tant de siècles d'opposition guerrière et de rivalité avec la chrétienté et ses héritiers, voilà tout de même un beau paradoxe ! Et qui se prolonge avec le vœu très explicite du roi du Maroc d'entrer également dans notre communauté !

Curieuse Europe, qui lorsqu'elle veut être égale à ses rêves et son destin, est contrainte de s'avouer sans rivages, pour reprendre le titre de François Perroux, tant il est vrai que pour s'être exportée elle-même dans l'univers entier, elle aborda tous les continents. La plupart des peuples du monde se réclament de leur part d'Europe. Il est tout aussi impossible aux écrivains d'Amérique latine de ne pas passer par Madrid qu'à ceux d'Afrique francophone d'oublier Paris. Il n'est pas jusqu'à cet impérialisme exécré qui ne contribue à faire de l'Europe un concept tellement extracontinental qu'un repli des Européens sur eux-mêmes serait insupportable à tous ceux qui en assument plus ou moins conflictuellement l'héritage.

Difficulté supplémentaire, si on reste sur le terrain proprement européen de l'Europe, sa division en deux depuis la fin de la guerre. Une Europe qui se résoudrait à exclure d'elle-même Prague, Budapest, Cracovie, Kiev, Moscou ressemblerait à l'actuelle Allemagne forcément insatisfaite, ou encore à l'empire austro-hongrois réduit à la plus simple expression de lui-même. C'est dire la quasi impossibilité pour ce pseudo continent d'atteindre à une expression politique adéquate à son histoire, et à toutes les projections d'avenir qu'elle suppose.

Lorsqu'Edgar Morin nous propose de « penser l'Europe », nous ne saurions donc qu'acquiescer avec une sorte d'avidité inquiète. Quelle que soit la virtuosité épistémologique de l'auteur de *La méthode*, on pressent dès le départ de l'entreprise qu'il ne fera qu'accumuler les difficultés nouvelles: « *L'Europe se dissout dès qu'on veut la penser de façon claire et distincte, elle se morcelle dès qu'on veut reconnaître son unité. Lorsque nous voulons lui trouver une origine fondatrice ou une originalité intransmissible, nous découvrons qu'il n'y a rien qui lui soit propre aux origines et rien dont elle ait aujourd'hui l'exclusivité* ». Son raccourci historique fort suggestif débouche sur ce constat irrécusable: « *L'Europe moderne s'est autoconstituée dans un chaos génésique où se sont nouées ensemble des puissances d'ordre, de désordre et d'organisation. L'Europe n'a d'existence, jusqu'au début du XX^e siècle, que dans les divisions, antagonismes et conflits qui, d'une certaine façon l'ont produite et préservée* ».

Les instruments conceptuels que Morin nous propose pour surmonter les quasi impossibilités d'atteindre à l'unité ne seront donc pas superflus. Les principe dialogique (qui diffère du dialogue et de la dialectique) fait place aux notions simultanées de

complémentarité, de concurrence et d'antagonisme. Le principe de récursion fait concevoir des processus « *générateurs ou régénérateurs comme des boucles productives ininterrompues où chaque moment composant ou instance du processus est à la fois produit et producteur des autres moments ou instances* ». Ces notions permettront de penser l'histoire de l'Europe non plus sur le mode désespérant des impossibilités et des contradictions, mais sur celui de la fécondité de la multiplicité apparemment antagoniste qui débouche sur la complémentarité et l'unité active.

Ces abstractions méthodologiques rendues à l'histoire permettent d'ordonner le chaos sans que l'on triche ou cache les dualités. « *L'Europe se construit dans l'anarchie organisatrice, à la manière d'un écosystème qui se forme à partir des inter-rétro-réactions liant une prodigieuse variété d'être vivants, lesquels s'entrecombattent et s'entre-nourrissent au sein d'un même milieu géo-climatique.... De même qu'un écosystème émerge des inter-rétro-réactions qui le tissent, rétroagit sur ses constituants et est présent à l'intérieur des êtres qui sont en lui, de même l'Europe est invisiblement présente à l'intérieur de tout ce qui est européen* ».

Mais si l'Europe n'a jamais existé comme organisation supérieure à ses constituants, on se demande quelle nouvelle métamorphose pourra lui permettre d'accéder à un modèle inédit d'unité. Edgar Morin a raison de voir dans la situation actuelle de fragilité du continent menacé d'extermination/assujettissement, la genèse d'une nouvelle conscience qui à la menace physique associe celle d'un héritage intellectuel en péril. Il est vrai que le péril commun peut provoquer la synergie de nos diversités. Mais nous n'y sommes pas encore tout à fait.

Sans doute, les intellectuels pourraient-ils favoriser l'esprit commun en posant publiquement « *les problèmes fondamentaux de la culture, de la cité, et plus encore de l'Éthique* ». Si j'en avais le loisir, je commenterai longuement les pages qu'Edgar Morin consacre au débat intellectuel européen, à ses strates anciennes, au dépassement de nihilisme, sur plus d'un point, je marquerai des réserves et même des oppositions. Sur la démocratie, pourtant, je serai proche d'un accord, tant il est vrai que la chance de notre temps, et de l'espace culturel européen, pourrait être une mise au point fondamentale, d'une importance inouïe. Il marque bien les problèmes du pluralisme, comment la démocratie ne peut s'accomoder d'une orthodoxie, faute d'anéantir le débat nécessaire à la recherche des vérités. Je marquerai toutefois que cette place vide faite à la vérité suppose tout de même un accord minimal de valeurs.

Sur les intellectuels comme éclaireurs d'un avenir, d'accord. Mais il me semble que l'effort de Morin pour penser l'unité souffre d'une faiblesse proprement politique. Faute d'un projet commun, qui permette à l'Europe, d'agir par elle-même, on est bien obligé de passer par les Etats doués de volonté particulière qui la composent. Il n'est pas du tout paradoxal - à moins qu'il ne s'agisse d'un paradoxe dialogique et récursif - que le général de Gaulle qui sembla incarner en son temps un nationalisme de repli, ait incarné en fait le véritable esprit européen d'avenir, celui-ci allie l'indépendance de la nation à celle de la province ou méta-nation européenne.

Gérard LECLERC

Edgar Morin, *Pense l'Europe*, Le vif du sujet, Gallimard, prix franco: 92 F.

Bibliographie

Mille livres pour le millénaire ?

L'année du millénaire n'est pas passée inaperçue chez les éditeurs et une marée d'ouvrages historiques est venue submerger les rayons des libraires. Pour s'y retrouver il n'est pas inutile d'essayer d'en faire un inventaire.

Le bulletin professionnel des libraires * a recensé 216 livres actuellement disponibles chez les éditeurs sur les rois et les reines de France, depuis Clovis jusqu'à Louis-Philippe, en les classant par dynastie. Cela va de certains titres déjà plébiscités par notre public, tel le « Sacre des rois de France » d'Aimé Bonnefin (238 p. 99 F franco) ou « L'avènement de Hugues Capet » de Laurent Theis (320 p. : 107 F franco) ou encore le « Rois et reines de France » du

les VII », « Louis XI », « François Ier » (qui paraît ce mois-ci), « Henri II », « Henri III », « Henri IV », « Louis XIII », « Louis XIV », « Louis XV », « Louis XVI » ... (dont le prix est de 94 F franco chacun - 149 F relié). Et toute la prestigieuse série des grandes biographies de chez Fayard (nos abonnés en ont reçu la liste dans un supplément bibliographique au N°471 de « Royaliste »).

Il y a quelques titres anciens dont nous ignorions parfois qu'ils étaient encore disponibles

cette liste des livres disponibles. Avis: il en reste encore quelques uns sur nos rayons (189 F).

Parmi les nouveautés sur la monarchie on trouve le dernier livre du comte de Paris, « L'avenir dure longtemps » (98 F franco) et le n°89 de la revue « Autrement » consacrée à la noblesse et à laquelle nombre de nos amis ont collaboré.

Plusieurs titres à paraître sont répertoriés. Ainsi « Les rois de France, l'album du millénaire », de Gaston Duchet-Suchaux qui racontera (parution en juin chez Lavalazelle) comment la France s'est façonnée sous 5 dynasties successives (prix annoncé: 199 F franco) ou « A l'aube du millénaire » de Geneviève Chapelle qui racontera (en septembre 87) comment Hugues Capet est parvenu à s'imposer comme le premier roi de France (310 pages, prix annoncé: 98 F franco) ou encore les comptes-rendus des Colloques Hugues Capet (chez Picard, été 87).

D'ici à l'été nous ferons la liste des ouvrages qui nous semblent les plus dignes d'intérêt, et la ferons parvenir à nos abonnés et à tous ceux qui nous en feront la demande.

A.D.

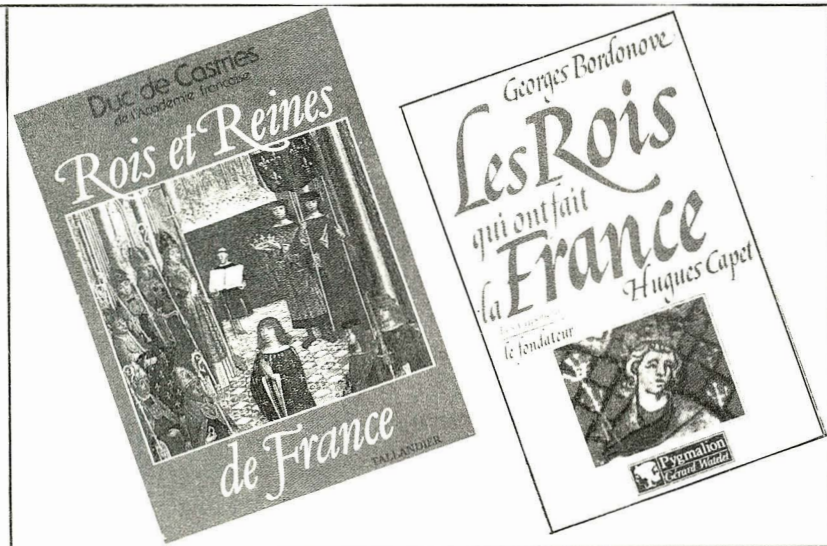
* Livres Hebdo n°16.

MERCREDIS DE LA N.A.R.

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans les locaux du journal (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (entrée gratuite), elle s'achève à 22 heures. Un buffet chaud amical est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 20 F).

Mercredi 3 juin - Les livres de **Hervé HAMON** et **Patrick ROTMAN** sont toujours des événements. « Génération, les années de rêve » - leur dernier livre qu'ils viendront nous présenter - ne manque pas à cette règle. Minutieuse enquête historique sur le cheminement des anciennes têtes de file de Mai 68, ce livre se lit aussi comme un livre d'aventures. Entre flammes et cendres c'est la chronique d'une génération qui a fait trembler le pouvoir en place et a profondément marqué la décennie.

Mercredi 10 juin - Si Michel **HENRY** n'était l'un des meilleurs philosophes contemporains, le titre de son dernier livre « La Barbarie » pourrait le faire taxer de provocateur polémiste. Sommes-nous vraiment entrés en barbarie ? Une société sans culture, sans art, sans éthique, sans religion est-elle vraiment en train de se mettre en place ? C'est à ces questions que Michel HENRY viendra répondre pour nous.



duc de Castries (album 352 p. : 149 F franco) aux nouveautés dont tout le monde parle comme le « Hugues Capet » d'Yves Sassier (358 p. : 107 F franco), le « Hugues Capet, qui t'a fait roi ? » d'Edmond Pognon (232 pages 98 F franco) et « Le sang royal » d'A.-W. Lewis (436 p., 169 F franco). Cela sans oublier l'impressionnante série des ouvrages de G. Bordonove « Philippe Auguste le conquérant », « Saint Louis le roi éternel », « Philippe le Bel le roi de fer », « Charles V », « Char-

et qui ont pourtant gardé leur intérêt. Ainsi le « Louis XIV au jour le jour » de Philippe Erlanger (1968 - 272 p. : 63 F franco) ou le « Louis XIV et vingt millions de Français », de Pierre Goubert (1977, 415 p. : 35 F) qui fit date dans la renaissance de l'histoire en France ou l'extraordinaire « Louis XV » de Paul del Perugia (1976, 129 F franco), mais la non moins remarquable « Enquête sur le procès du roi Louis XVI » de P. et P. Girault de Coursac ne figure pas sur

demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et les brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :
Prénom :
Date de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à :

« Royaliste », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Projet

Les royalistes sur minitel ?

Lancé il y a à peine deux ans l'utilisation du minitel connaît aujourd'hui en France un développement spectaculaire. Plus de 2,3 millions d'appareils aujourd'hui en service, un nombre d'heures de connexion qui a doublé en un an, à la fin de 87 tout abonné au téléphone, dans la France entière, pourra disposer gratuitement du petit poste qui est déjà devenu un objet familier.

Pourquoi ne pas utiliser ce puissant outil pour la N.A.R. en créant un service de documentation sur minitel qui permettrait à des milliers d'utilisateurs de prendre connaissance facilement de nos idées et de nous contacter ? Tel est le projet qui a été débattu lors du Conseil National de la N.A.R. le 16 mai dernier.

Il est possible de réaliser un tel projet assez facilement et les conditions techniques sont remplies pour pouvoir le rendre opérationnel dans les prochaines semaines. Il offrirait

A peine né, le minitel s'affirme déjà comme un phénomène de société qui ouvre des perspectives encore difficilement mesurables. Pourquoi ne pas se servir de ce nouvel outil révolutionnaire pour favoriser la diffusion des idées royalistes ?

aux utilisateurs à la fois une documentation assez complète sur notre mouvement, une partie qui permettrait de faire connaître nos prises de position et commentaires sur l'actualité immédiate et un service de questions/réponses par lequel chacun pourra interroger la N.A.R.

Bien entendu, se pose la question du coût d'un tel service. Si l'investissement initial n'est pas très élevé, le succès de l'opération implique que, parallèlement à sa mise en route, nous procédions à une bonne campagne publicitaire pour faire connaître l'existence de ce service de documentation. D'ores et déjà nous avons envisagé un certain nombre de moyens à

mettre en oeuvre et avons procédé à une première estimation de l'investissement à prévoir : environ 30000 F.

Comme toujours lorsqu'une telle décision s'impose, nous nous tournons vers nos lecteurs pour leur demander de nous fournir les moyens financiers pour mener à bien nos projets. Le budget habituel de la N.A.R. est équilibré, mais il ne peut supporter par des moyens normaux une trop lourde dépense supplémentaire. C'est pourquoi nous lançons aujourd'hui une souscription pour rassembler les 30000 F nécessaires. Nous savons d'expérience que nous ne faisons jamais appel en vain à la générosité de nos amis et lecteurs, et



que ceux-ci se mobilisent toujours pour faire aboutir les projets qui concourent à la progression des idées royalistes. C'est aujourd'hui le cas, et nous vous demandons de nous adresser, rapidement vu l'urgence, votre contribution financière. D'avance nous vous remercions de votre réponse.

Yvan AUMONT

Adressez vos dons à l'ordre de «Royaliste», CCP 18 104 06 N Paris, en précisant «opération minitel».

Les manifestations du millénaire

BOURGOGNE - Jusqu'à ces derniers jours, la Bourgogne était fâcheusement absente des festivités prévues pour la célébration du millénaire. Cette lacune est aujourd'hui comblée avec la création d'une «Association pour la Commémoration du millénaire capétien en Bourgogne» qui a un certain nombre de manifestations en projet: exposition, concerts, frappe d'une médaille commémorative, etc. Nous ne pouvons qu'inciter nos lecteurs à apporter leur soutien à cette association.

Association pour la commémoration du millénaire capétien en Bourgogne - B.P. 550 - 21015 Dijon cedex.

Mardi 2 juin à Paris. A l'initiative des élèves de l'Ecole supérieure de Commerce de Paris (E.S.C.P.) se tiendra à Paris, le **mardi 2 juin**, sous la haute présidence et avec la participation effective du comte de Paris, un important colloque sur le thème: «Mille ans d'histoire pour quel avenir ?». Animé par Ivan Levaï et avec les contributions d'André Fontaine, directeur du «Monde», de l'historien Georges Bordonove, de Mme Georgina Dufoix, ancien ministre, de François d'Aubert, député U.D.F. et de Bertrand Renouvin, le débat donnera une large place aux questions des étudiants ainsi qu'à celles d'un certain nombre

de lycéens qui ont été associés à cette manifestation.

Parrainé à la fois par le Ministère de l'Education Nationale, le Ministère de la Culture et la Ville de Paris, ce colloque qui s'inscrit dans le cadre des festivités de la célébration du millénaire capétien devrait avoir un grand retentissement.

Précédant la réunion, se tiendra une exposition sur l'histoire de l'ESCP, mettant en valeur la richesse et l'héritage de la plus ancienne des grandes écoles de commerce de France.

Sur le plan pratique, les locaux de l'école seront ouverts dès 15 h pour l'exposition et le

colloque aura lieu de 17 h à 19 h. Pour tout renseignement complémentaire et réservation de place s'adresser à l'ESCP, 79 avenue de la République, 75011 Paris - Tel.: (1)43.55.39.08.

PRENDRE CONTACT

Nous avons publié dans un précédent numéro une liste d'adresses de nos correspondants. Une erreur typographique s'est glissée dans cette liste. Il fallait lire:

LOIRE ATLANTIQUE
N.A.R. - B.P. 203, 44007
Nantes cedex 01

La pause est terminée



Impossible d'éviter le sujet, malgré l'envie de parler d'autre chose. Jean-Marie Le Pen est au cœur de l'actualité politique, il la trouble et la réoriente, forçant chacun, dans la majorité et parfois dans l'ensemble du monde politique, à se situer par rapport à ce qu'il dit. Non seulement l'élection présidentielle prend de ce fait une autre tournure, mais l'avenir de la droite risque de se trouver pour longtemps bouleversé.

De méprisable épiphénomène, Jean-Marie Le Pen est devenu un phénomène et le chef du Front national a toutes chances de s'établir pour de longues années dans une position inexpugnable, analogue à celle qu'occupait le Parti communiste. Ce dernier est aujourd'hui en voie de disparition. Le candidat de l'appareil du Parti, au lieu de susciter de hautes considérations stratégiques, n'alimente plus que les conversations des amateurs de pronostics: André Lajoinie fera-t-il un peu plus ou un peu moins de 5% ? Une candidature communiste dissidente, qui paraît dans l'ordre des choses, le fera-t-elle tomber encore plus bas ? Cette fin est dérisoire. Ce qui succède ne l'est pas.

DE MARCHAIS A LE PEN

Malgré l'opposition des traditions et des discours, nous voici en effet devant une curieuse succession, qui fait du Front national l'héritier du Parti communiste. Le premier a en effet attiré à lui le vote protestataire que le second a perdu. Et il semble que la France ne puisse se passer d'un parti à vocation totalitaire, qui aurait pour tâche d'exprimer ses passions et ses pulsions du moment, et qui offrirait une espérance illusoire sous la forme d'une mythologie tantôt révolutionnaire tantôt réactionnaire. Après la déification de Staline et la lutte contre les monopoles capitalistes, voici Le Pen présenté comme un prophète et chargé de purifier la société...

Ces fantasmes peuvent faire sourire, mais la conséquence politique est

grave. L'alternance réussie de 1981, la coexistence maintenue depuis un an et le déclin du Parti communiste permettaient d'envisager une stabilisation de notre vie politique autour de deux grandes formations. J'ai cru que cette tendance à l'apaisement l'emporterait. Mais c'est le comte de Paris qui avait raison lorsqu'il évoquait, dans son dernier livre, une simple pause avant la reprise des conflits. Cette pause est maintenant terminée. Nous voici à nouveau dans une situation de guerre civile froide, qui bouleverse les stratégies et menace les positions les mieux établies.

La droite est évidemment la première touchée, et notamment sa composante chiraquienne qui voit s'amenuiser de jour en jour les espoirs de son candidat. Face à Le Pen, dont le RPR a longtemps sous-estimé la capacité de nuire, des attitudes contraires apparaissent, qui privent Jacques Chirac de toute stratégie cohérente. L'une, qui est la seule juste et honorable, consiste à refuser tout compromis avec le Front national et à dénoncer point par point ses thèmes de propagande. C'est celle de Philippe Seguin, dont nous nous félicitons dans notre dernier numéro, de Michèle Barzach face aux terribles élucubrations de Le Pen sur le SIDA, et de Michel Noir qui a le courage de préférer une défaite électorale à une alliance infamante (1). L'autre attitude, moins complaisante que cynique, est exprimée par le ministre de l'Intérieur, qui n'hésite pas à dire qu'il expulsera des trains d'immigrés afin de regagner quelques voix: ces affirmations déshonorantes sont désastreuses pour le RPR qui donne de la crédibilité à la propagande lepéniste et qui sera toujours battu au jeu de la surenchère. Entre Charles Pasqua et Michel Noir, le Premier ministre n'a pas vraiment choisi jusqu'à présent. Après s'être empressé d'annoncer que la réforme du code de la nationalité serait présentée à l'automne, il a proscrit, le 19 mai, «toute politique d'exclusion» sans que l'on sache très bien de qui. Comme toujours, Jacques Chirac, qui a for-

mellement désavoué Michel Noir, hésite sur la conduite à suivre. Il se contente d'en appeler une nouvelle fois à la discipline gouvernementale, en oubliant que seul un projet cohérent pourrait lui donner un sens. Comme celui-ci n'apparaît pas, il y aura d'autres réactions discordantes et le Front national continuera de marquer des points.

CORDON SANITAIRE ?

La gauche, quant à elle, ressemble à ce parlementaire qui, évoquant son indemnité, déclarait que son indignation n'avait d'égale que sa satisfaction. Elle aurait tort, cependant, de ne pas s'inquiéter. Si Le Pen destabillise aujourd'hui la droite, sa séduction malsaine peut s'exercer dans les prochaines années sur l'électorat socialiste. Quand Michel Rocard propose de former un «cordon sanitaire», il parle pour ne rien dire: Le Pen a déjà franchi nombre de barrières et, s'il continue sur sa lancée, c'est tout le débat politique qui, en 1988, s'ordonnera autour de lui.

Que faire ? La question ne se pose pas pour nous, qui sommes bien placés et bien armés pour mettre en évidence l'imposture lepéniste. Mais les socialistes et les chiraquiens, qui ont tous les moyens de se faire entendre ? Il ne suffit pas de dénoncer. Il ne suffit pas de s'indigner lorsque Michel Polac est insulté avec des mots qui sont, au moins, ceux des ligues d'avant-guerre. La réponse est en termes de projet. Si la gauche est un jour menacée, c'est qu'elle aura trop tardé à affirmer une nouvelle ambition. Si les héritiers du gaullisme sont à ce point désarmés, c'est qu'ils ont trop souvent abandonné leurs principes et leur fidélité. Les uns et les autres ont à peine un an pour réfléchir à ce qu'ils font et à ce qu'ils sont.

Bertrand RENOUVIN

(1) «Le Monde», 15 mai 1987.